



Laissez le Général Marshall tranquille!

INCIDENCES
FRANÇOIS NORDMANN



Au lendemain des grandes réunions du Conseil européen, du G7 et de l'OTAN, qui ont pris des décisions concrètes de soutien à l'Ukraine en guerre, la conférence de [Locarno](#), a surtout valeur de symbole. Quels dignitaires viendront? Quel sera le contenu de la déclaration finale?

Les attentes sont limitées. La Suisse n'a pas normalement le pouvoir de convoquer d'autres Etats en dehors des compétences que lui confèrent les Conventions de Genève pour perfectionner le droit international humanitaire. Dans le cas particulier, elle utilise une réunion organisée conjointement avec l'Ukraine, prévue depuis un certain temps et destinée à l'origine à consolider les institutions démocratiques de ce pays selon un modèle déjà exploité avec d'autres partenaires. En raison des événements tragiques dont l'Ukraine est le théâtre et la victime, la conférence a pris une autre teneur: c'est avant tout une manifestation de solidarité avec le pays en guerre – et pourquoi pas? En même temps, les participants représentés au Tessin viennent encourager la Suisse à persévérer dans son appui à la cause ukrainienne. Officiellement, il s'agit de jeter les bases et de fixer les principes de la reconstruction de l'Ukraine après la fin de la guerre.

Invoquer dans ce contexte le plan Marshall, comme le font les Allemands ou les organisateurs de la conférence de Lugano, est une figure de style. Le secrétaire d'Etat américain qui a lancé le projet en 1947, George Marshall, a proposé d'aider massivement les Européens qui vivaient encore parmi les décombres de la Deuxième Guerre mondiale. Il s'agissait avant tout de reconstruire rapidement les économies de l'Europe dévastée, en associant le secteur privé et en ouvrant la coopération à tous les Etats qui le voudraient. Par-dessus tout, les Améri-

cains craignaient que la pauvreté et l'absence de perspectives ne fassent le jeu des partis communistes en France et en Italie, qui en effet ne furent pas loin de remporter les élections de 1948. Les Etats-Unis ont associé les pays partenaires dans une organisation internationale, l'OECE, dont la Suisse fut membre (avec une réserve de neutralité). C'était une structure de coopération et de développement qui répondait aux besoins de l'époque. Les matériaux et produits nécessaires devaient être commandés aux Etats-Unis dont le tissu industriel était intact et était retourné à l'économie de marché après la fin de l'économie de guerre. Les inventions américaines – des bas nylon aux films d'Hollywood – ont également séduit le public européen.

Aujourd'hui, point n'est besoin de créer des institutions spéciales pour gérer la reconstruction. C'est l'un des métiers de la Banque mondiale, les précédents existent. Tout au plus faudra-t-il adapter ces règles pour éviter, par exemple, que les investissements étrangers ne soient détournés par les circuits de la corruption par exemple. Les ministres et directeurs d'organisations internationales présents exprimeront sans doute également leur estime pour le pays hôte. Toute marque de solidarité avec l'Ukraine est bonne à prendre, alors que la population commence à donner des signes de lassitude face à la prolongation du conflit armé et des sacrifices qu'impliquent les sanctions et l'accueil des réfugiés. La position de la Suisse est sui generis. Seuls maîtres de l'interprétation de la politique de neutralité, nous déclarons que tout ce que nous faisons pour l'Ukraine est compatible avec notre pratique. L'Europe se satisfait des manifestations de solidarité et des mesures d'application des sanctions décrétées par la Suisse et l'encourage à les poursuivre avec rigueur.

En Suisse aussi, l'élan de générosité envers l'Ukraine qui a déferlé en Europe au cours des quatre derniers mois a tendance à s'essouffler. L'inflation, la sécurité énergétique et alimentaire, le changement climatique et à nouveau l'immigration préoccupent de plus en plus l'opinion publique. Tels seront vraisemblablement les grands thèmes des prochaines élections fédérales d'octobre 2023. La conférence de Lugano vient donc à point nommé rappeler ce qu'est la guerre d'agression que subit l'Ukraine, qui menace l'Europe tout entière, et quelles conséquences elle comporte pour notre sécurité. ■